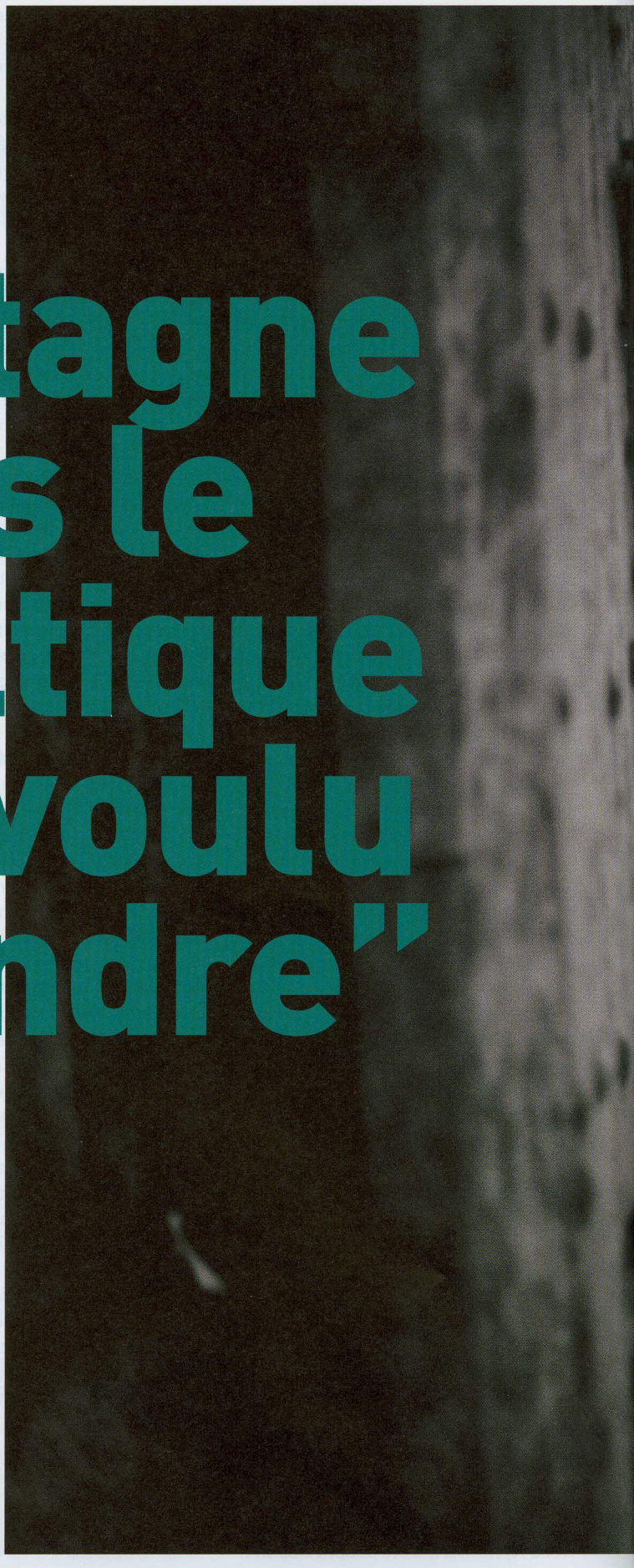
Bernadette Malgorn

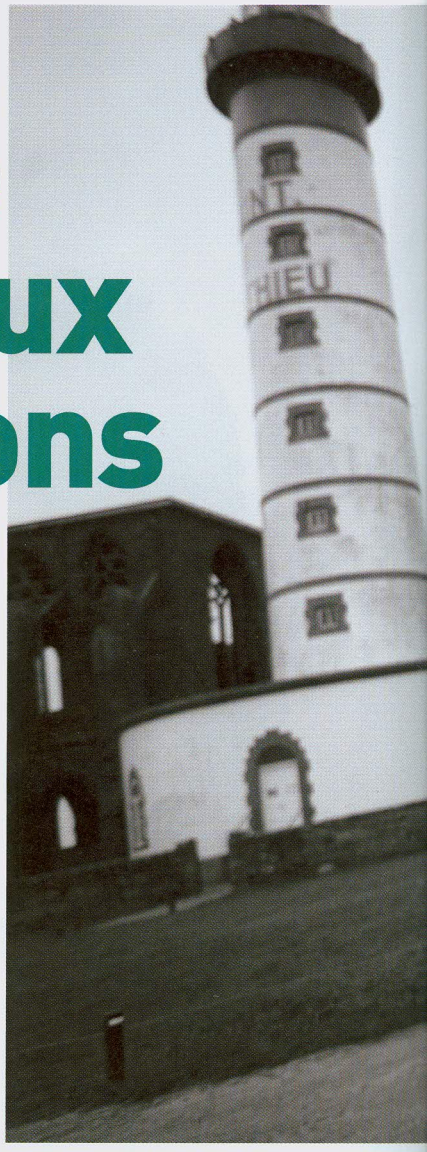
“La Bretagne n’est pas le tigre celtique qu’on a voulu nous vendre”



À l’ENA, la fabrique des hauts fonctionnaires, sa promo s’appelait Léon Blum. Toute ressemblance avec le socialisme s’arrêtera là. Bernadette Malgorn, 62 ans, dont déjà presque 40 à servir l’État, est une séguino-léonarde. Son mentor, Philippe Séguin, et sa terre préférée, le Léon, ont pour point commun d’être durs au mal et peu soucieux de l’adaptation à l’air ambiant. Aujourd’hui à la tête du groupe d’opposition au conseil régional, l’ancienne secrétaire générale du ministère de l’Intérieur rêverait de présider un jour la Bretagne.

PROPOS RECUEILLIS PAR TUGDUAL DENIS **PHOTOS** EMMANUEL PAIN

"J'ai l'intention de me représenter aux prochaines élections régionales"



BRETONS : Vous qui avez lutté à Rennes et en Bretagne, en tant que préfète, contre le phénomène du binge drinking, comment réagissez-vous à cette phrase d'Erwann Créac'h, le fondateur de la marque À l'aise Breizh, qui, le mois dernier dans cette même rubrique déclarait : "l'ivresse fait partie de la culture bretonne" ?

BERNADETTE MALGORN : C'est vraiment une interprétation très extensive de la notion de culture. Chacun connaît la tradition de la première cuite, qui marquait l'accès du petit Breton à l'âge d'homme. De là à dire qu'il s'agit de culture... Je crois plutôt qu'il s'agissait d'un rite initiatique masculin. Même si je vous accorde que les femmes aussi se sont un peu laissées entraîner...

Les Transmusicales se sont déroulées à Rennes le week-end précédent cet entretien. Que cela vous inspire-t-il ?

Que la créativité est toujours à l'ordre du jour en Bretagne. Mais avec les Transmusicales, elle s'est institutionnalisée. Les organisateurs ont du mal à tout assumer sur le plan financier comme sur le reste. Une manifestation de cette ampleur devrait être capable de prendre son envol. Les dépenses culturelles comme les dépenses de communication ont leur part de légitimité, mais il faut les doser dans le temps. Pour chaque dépense publique, il faut se poser la question : Est-ce que cette intervention publique justifie de retirer le dernier euro de la poche d'un smicard ? Tout le monde paie des impôts d'une manière ou d'une autre. En matière culturelle comme dans les autres domaines, il faut se poser la question du retour que l'on a du soutien financier des pouvoirs publics. Nous demandons une clarification de la stratégie budgétaire. Il faut des priorités. Si l'on parle, par exemple, du classement des fest-noz au patrimoine immatériel de l'Unesco, c'est bien, mais ce n'est pas ça qui va relancer notre économie. La Bretagne connaît un certain fléchissement de son activité économique. On a vu que les soucis de l'agroalimentaire et de l'automobile n'épargnent pas la région.

Quelle est votre lieu préféré en Bretagne ?

Je suis un peu partagée entre mes origines paternelles qui sont brestoises et ouessantines, et mes origines maternelles qui sont morlaisiennes. Des deux côtés, il y a des endroits magnifiques et intéressants. Mais, pour répondre à votre question, je dirais le Léon. Le Léon, c'est un certain volontarisme, de la détermination dans l'action. Le contexte y est dur : le climat, l'éloignement. Mais la valeur travail y est presque érigée en valeur suprême. Le gaullisme, dans son aspect volontaire, y a d'ailleurs été très bien reçu.

Quel est votre période préférée en Bretagne ?

Le mois de septembre. L'air est encore chaud, les journées encore longues et les tempêtes arrivent. Et, même s'il ne faut pas le dire, les touristes sont repartis.

Quels souvenirs gardez-vous de vos études à Rennes ?

Je suivais la plupart de mes cours à la faculté de droit et sciences économiques rue de Fougères et place Hoche. J'ai aussi fait de l'informatique à Beaulieu et histoire-géo à Villejean. À l'époque, Villejean était un quartier neuf, aéré. L'urbanisme n'était pas du tout repoussoir. Il y avait un esprit de quartier : beaucoup de jeunes ménages y étaient installés. Quant aux locaux universitaires, en 1968... ils ont été squattés par un certain nombre de mouvements pseudo politiques, plus ou moins anarchistes, et les bâtiments ont subi des dégradations.

Pensez-vous qu'on puisse être différent, suivant que l'on vient du Finistère ou de l'Ille-et-Vilaine ?
Dans la population rennaise, beaucoup de gens viennent de l'ouest de la Bretagne. Cela donne un mélange de tempéraments... intéressant. Bien sûr que Rennes, malgré l'avis de quelques grincheux, est une ville éminemment bretonne. L'aménagement du territoire de la Bretagne doit être organisé autour de Brest et Rennes. Il ne s'agit pas, pour la première, de contester à la seconde la place de capitale régionale, mais Brest n'a pas la place qu'elle mérite. La spécialisation de Brest doit être renforcée. Je pense au pôle mer, notamment. En matière de recherche, de créativité, cette ville a un potentiel énorme. Je suis fière, quand j'étais préfète de Région, d'avoir orienté en priorité une subvention européenne vers l'aéroport de Brest. La même conception d'aménagement du territoire fondée sur la croissance de l'économie productive nous amène à soutenir le projet de l'aéroport de Notre-Dames-des-Landes que notre groupe de la droite et du centre au conseil régional relie indissolublement aux dessertes ferroviaires par voies nouvelles entre Rennes-Nantes, avec une desserte de Notre-Dame-des-Landes, Rennes-Brest et Rennes-Quimper. Nous ne pouvons nous contenter de l'amélioration des liaisons existantes qui n'assurent pas les trois heures de Brest et Quimper avec Paris.

Comment déroulez-vous votre nouvel emploi du temps entre Paris et la Bretagne ? Entre la Cour des comptes et votre vie de présidente de groupe au conseil régional ?
Généralement, je suis à Paris du lundi au jeudi soir. Évidemment mes fonctions régionales peuvent me mobiliser à tout moment. Chaque semaine, je passe à Rennes, puis je rejoins mon Finistère. Le week-end dernier, je suis allée à la rencontre du centre de formation d'apprentis industriels de Brest. Le matin, j'étais sur une base aéronavale pour m'informer sur la maintenance des aéronefs et sonder les éventuelles conséquences sur le terrain des restrictions budgétaires de la Défense. Ayant participé à la réflexion sur le livre blanc de la défense et de la sécurité nationales en 2008, je continue d'apporter une attention particulière à ce sujet. En l'occurrence, les trois implantations bretonnes n'ont pas de raison d'être remises en cause en tant que telles, mais l'ampleur des équipes dépendra de l'activité opérationnelle. S'il y a moins d'opérations, il risque d'y avoir moins besoin de maintenance...

La présence d'un ancien président du conseil régional à la tête du ministère de la Défense aura-t-elle une incidence sur le nombre de militaires installés en Bretagne ?
Je ne le pense pas. Les choix stratégiques ont déjà été pris, depuis 1994, et la publication d'un livre blanc à cette époque. L'URSS et ses sous-marins dans l'Atlantique ne constituent plus la menace principale depuis longtemps... Aujourd'hui, la menace se trouve sur la bande méditerranéenne et sahélienne. On pourrait même avoir la crainte qu'on ait choisi un Breton au ministère de la Défense pour faire avaler la pilule aux militaires bretons... Tout ministre de la Défense n'est-il pas avant tout là pour servir l'intérêt général plutôt que les intérêts locaux et particuliers ?

Croyez-vous au retour, à terme, de Jean-Yves Le Drian à la présidence du conseil régional de Bretagne ?
Il l'a dit... Et son successeur, Pierrick Massiot, s'est lui-même qualifié de "président de transition". Comme Jean XXIII devait être un "pape de transition". C'est pourquoi, alors que nous siégions au conseil régional le jour du cinquantième anniversaire de l'ouverture du concile Vatican II, j'ai interpellé Monsieur Massiot pour lui demander, si, lui aussi, il →

lancerait un *aggiornamento*. Celui des politiques régionales dont la Bretagne a tant besoin.

Que vous a-t-il répondu ?
Il n'était pas très content... Car il beau affirmer à propos de Jean-Yves Le Drian "lui c'est lui, moi c'est moi", il se situe dans la continuité de celui avec qui il avait travaillé comme rapporteur général du budget de la Région. Mais au service d'une politique faite toute de communication. Sauf que Jean-Yves Le Drian l'incarnait, cette politique de communication. Avec son ciré jaune, sa chemise noire et sa cravate jonchée d'hermines, il se donnait une allure de patron de la Bretagne ! Pierrick Massiot ne s'est pas encore coulé dans ce genre de profil. Il a, disons... plus d'austérité... De plus, Jean-Yves Le Drian a souhaité conserver certaines responsabilités précédemment dévolues au président du conseil régional en place. Bien que désormais simple conseiller régional de base, Le Drian est président de l'agence de développement de la Bretagne, président de la conférence des régions périphériques maritimes. Cela lui permet d'entretenir un entregent international sur la musique de l'Europe des régions. Et d'afficher, au travers de l'agence de développement, une image de socialiste modéré, ami des patrons.

La Bretagne va-t-elle mal ?
La Bretagne n'est pas le tigre celtique qu'on a bien voulu nous vendre pendant des années. La crise ne s'est pas arrêtée à sa porte, comme on nous l'a fait croire pendant longtemps. Nous avons un défaut d'internationalisation de notre économie. Nos élèves ont de bons résultats au bac. On dit toujours que la Bretagne est l'académie de toutes les réussites, mais les chiffres sont moins bons pour la formation supérieure... 15 000 jeunes quittent la Bretagne chaque année, et ce sont souvent ceux qui ont des diplômes. Nous souffrons toujours d'un handicap terrible : l'éloignement. Nous sommes en perte de compétitivité. En matière d'agroalimentaire, il faut être soit près des lieux de production, soit près des lieux de grande consommation. La Bretagne n'a pas le choix, pour garder une industrie agroalimentaire performante elle doit disposer d'une agriculture compétitive et de meilleures liaisons de transports.

"La Bretagne, c'est un monde à part. On n'est pas n'importe où ! Ici, on ne vient pas naturellement. Tout demande un effort."

Vous représenterez-vous aux prochaines élections régionales ?
En l'état actuel des choses, j'en ai bien l'intention...

Pour la Séguiniste que vous êtes, la crise actuelle de l'UMP aura-t-elle des conséquences pour la droite bretonne ?
Moi, je ne suis ni à l'UMP ni à l'UDI. Ma ligne politique c'est le gaullisme social. La classe politique est constituée d'élus, bien sûr. D'élus locaux et d'élus nationaux. Mais aussi de militants. En Bretagne, si les élus de droite sont plutôt centre droit, c'est beaucoup plus partagé chez les militants.

La rivalité Copé-Fillon a-t-elle une incidence chez eux ?
Oui, puisqu'il y a désormais une certaine désespérance. Bien qu'ils soient restés très unis. Il n'y a pas en Bretagne de clivage entre ceux qui ont milité pour Copé, pour Fillon, ou ceux qui sont non-alignés. La plupart de ceux que j'ai rencontrés me confiaient un plus grand intérêt pour la véritable primaire qui aura lieu plus tard, que pour cette élection qui, finalement, a pour but de désigner celui qui fera tourner la boutique. Personnellement, je vois dans ce duel surtout une affaire de tempérament : d'un côté un *condottiere*, et de l'autre un homme plus mesuré. Or, en politique, le tempérament compte.

Pourquoi n'êtes-vous pas à l'UMP ? Qu'est-ce qui vous gêne dans cette étiquette ?
Je me suis lancée en politique lors des élections régionales de 2010, avec la conviction que seule l'union de la droite et du centre nous permettrait d'avoir de l'impact. Parmi les partis existants, aucun n'est l'expression exacte de ma filiation politique. Il n'y a pas de parti "séguiniste" à ce que je sache. J'ai beaucoup de sympathie pour l'UMP, mais aussi pour des centristes venus du MoDem. C'est seulement rassemblés que nous pouvons espérer la reconquête politique de la Bretagne.

Quelque part, aviez-vous anticipé dès 2009 ce qui se passe aujourd'hui ? Le mot UMP semble trop clivant pour prétendre au titre de dénominateur commun...

L'UMP, sous Nicolas Sarkozy, a largement rassemblé en 2007. Et en 2012, il s'en est fallu de peu. Pour avoir été pendant cinq ans accusé des pires turpitudes personnelles ou politiques, et être passé si près de la victoire un quinquennat plus tard, Nicolas Sarkozy a montré qu'il avait un énorme potentiel de rassembleur. Le véritable problème, c'est que les observateurs ne lui ont pas pardonné de vouloir sortir de la pensée unique qu'ils nous assènent depuis des décennies.

Le départ de Pierre Méhaignerie vers l'UDI de Jean-Louis Borloo est-il un coup dur pour l'UMP bretonne ?
Il en avait la tentation depuis un petit moment... Il exprime souvent l'idée qu'il y a une particularité de la droite et du centre en Bretagne, particularité qui devrait engendrer une formation à la Bavaroise, comme la CSU. Une CSU bretonne qui serait un allié fort de l'UMP. Mais en rejoignant l'UDI, il s'est écarté de ce schéma. Chez Pierre Méhaignerie, il y a une forme de nostalgie un peu paradoxale : le positionnement de la CSU bavaroise par rapport à la CDU allemande est sur un registre plus identitaire, plus libéral. Ce n'est pas exactement la nuance de la droite et du centre en Bretagne.

Il semblerait que Pierre Méhaignerie ait envie de travailler avec le socialiste Bernard Poignant, au travers de "l'Agence de notation citoyenne", un groupe de réflexion qui prône l'expérimentation. Que pensez-vous de cette transversalité ?
Un club de réflexion peut fort bien être transversal. Quand on parle philosophie, entre personnes qui adhèrent aux valeurs républicaines, on trouve toujours des points communs. Je me prête volontiers à ce genre d'exercice, d'ailleurs. Mais le véritable engagement politique, c'est autre chose. Pour gouverner il faut des projets et de la détermination. Quand on traverse une crise profonde comme la France et la Bretagne, il faut savoir où l'on veut aller. Est-on prêt à réformer le pays ? Est-on prêt à réformer l'État ? Comment le faire ? À quelle vitesse ? Et face aux réalités, face à l'économie, c'est à ce moment-là qu'on va trouver des divergences.

La baisse de la pratique religieuse a-t-elle un impact sur la vie quotidienne bretonne ?
La sécularisation a gagné la Bretagne comme le reste de la France. Certaines formes particulières à la Bretagne d'expression de la religiosité, sont de nature à attirer diverses populations vers le spirituel. Les pardons ont toujours une signification pour les gens. Notamment pour les familles : il n'y a pas que des vieilles personnes qui s'y rendent. Et je suis persuadée que ce n'est pas que du folklore. La religion a été longtemps le refuge de la bretonnité, on a tendance à l'oublier. Ceux qui prononcent des discours vengeurs contre les censeurs de la langue bretonne, se trompent souvent de cible : celui qu'on appelait le petit père Combes, à l'origine de la loi sur la laïcité de 1905, n'est pas étranger à cette censure.

Au ministère de l'Intérieur, vous étiez la patronne de tous les préfets français. Aujourd'hui, vous êtes conseillère régionale. Êtes-vous satisfaite de votre vie ?
Si je suis entrée dans la préfectorale, c'est bien sûr au service de l'État, mais d'une manière particulière, car étroitement liée à la vie locale. Après avoir exercé les fonctions de préfète de Région en Bretagne, j'ai eu envie de continuer à la servir, mais d'une manière différente. Quand j'ai annoncé à mes proches ma volonté de devenir conseillère régionale en Bretagne, j'ai entendu : "Mais pourquoi ? Pourquoi aller se présenter dans un pays qui vote à gauche depuis trente ans ?". J'aurais aussi bien pu aller en Lorraine, une terre où j'ai travaillé, et qui est plus à droite. Mais la Bretagne, c'est un monde à part. On n'est pas n'importe où ! Ici, on ne vient pas naturellement. Tout demande un effort, et l'effet péninsulaire marque sur le plan culturel. Je n'aurais pas pu me présenter ailleurs. Pour moi, c'est une forme de retour aux sources. ■